

SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE



ATTAC-LIÈGE

Bimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège [asbl] • n° 54 • janvier-février 2009

attac

Association pour la **T**axation des **T**ransactions financières pour l'**A**ide aux **C**itoyens

Belgique -Belgie
PP
40-49 LIEGE X
9/2858



CONVERGENCES !



Illustration de Frans Masereel, 1964. Route des hommes



Assemblées générales

Mercredi 29 avril à 19 h et à 19h30
à Liège, rue du Beau-Mur, 48

Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,
48, rue du Beau Mur
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
liege@attac.be
www.local.attac.org/liege/
Permanence les mardis,
mercredis et vendredis
de 10 à 13 heures.

Attac-Wallonie-Bruxelles

wal-bxl@attac.be

Cotisations

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (1,25 euros/deux mois*)
- 15 euros pour les actifs (ou 1,25 euros par mois*)
- 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois*)

compte n° 001-3324624-25

* si vous optez pour l'ordre permanent

Payez bien vite votre cotisation 2009, et si ce n'est déjà le cas, songez à une cotisation par ordre permanent.

Remettre le capitalisme à sa place

Crise financière, crise économique et sociale, crise climatique et alimentaire... Crises du capitalisme néolibéral ! Pourtant, comme le souligne ATTAC international, les politiques néolibérales de la plupart des pays et des institutions internationales restent d'application. N'est-il pas temps que les travailleurs reprennent la place qui est la leur, celle de créateurs de richesse, et remettent le capitalisme à sa place ? N'est-il pas temps de promouvoir nos alternatives à ce système basé sur la recherche du profit ?

Une occasion pour ATTAC de réactualiser et de concrétiser ses propositions et revendications !

Nous vous proposons de venir en débattre avec nous, lors d'une **conférence à quatre voix ce vendredi 27 mars à 19h30**, Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège.
Vicky Goossens, Denis Horman, Eric Nemes, Daniel Puissant

Eh oui, c'est la crise, et pas de souci, cela ne va pas s'arranger dans les mois qui viennent. Les banques vont continuer à découvrir plein de crasses dans leurs fonds de tiroir. Les gouvernements vont parler régulation et intervention des pouvoirs publics et trouver des milliards comme s'il en pleuvait. Les entreprises vont rationaliser à qui mieux mieux. Cela ne va changer que si un mouvement populaire puissant se rassemble autour d'objectifs communs, si ensemble nous forgeons les bases de l'autre monde dont nous connaissons désormais les contours, en négatif comme en positif. En Grèce, en France métropolitaine, et avec plus de force encore dans les Antilles, la population se soulève. Nous n'en sommes pas là en Belgique. Pourquoi et que voulons-nous ?

Dans ce numéro Vicky Goossens nous propose une synthèse des propositions plus ou moins radicales de convergences pour une sortie de crise. Nous y voyons aussi à quel point nous sommes encore loin de résolutions communes.

Pour notre mouvement, parmi tous les rendez-vous militants à *ne pas manquer*, il sera important de se retrouver le **samedi 25 avril** à Bruxelles pour l'AG d'ATTAC WB et ensuite le **mercredi 29 avril**, pour notre assemblée générale électorale. Nous y ferons le point sur les préparatifs en vue de l'Université pour tous en septembre prochain ; nous nous interrogerons avec Julien Dohet sur le pouvoir de manipulation des mots et nous redéfinirons l'orientation d'ATTAC et son engagement dans la vie de la cité. D'ici-là, bonne lecture... et beau printemps !

POUR LES BRANCHÉS

Pensons à consulter régulièrement le site d'Attac-Liège, tenu à jour quotidiennement par Rémi rcanfin@scarlet.be.

Pensons aussi à lui envoyer des informations pertinentes.

<http://www.local.attac.org/liege/>

Le citoyen et sa banque face à la crise



Tel est le titre de la 6^e et dernière conférence-débat proposée dans ce cycle **La finance et le citoyen** dont nous ne savions pas à quel point il serait d'actualité. Nous nous rapprochons au plus près des intérêts immédiats de chacun : que devient notre argent ? Pourquoi payer pour des services que nous n'avons pas demandés ? Quels sont les risques de ces crédits prétendus *faciles* ? Et n'y a-t-il pas d'organismes financiers alternatifs ? Dans quelle mesure le

sont-ils vraiment ?

Trois invités : Jean Pierre Hupkens (ancien gérant de banque), Bernard Horenbeek (directeur du CREDAL, organisme de financement alternatif) et Olivier Marquet (directeur de la banque Triodos Belgique).

Et vous, vos questions, vos réponses...

C'est le jeudi 23 avril à 19h30,

Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège

Nous n'avons pas prévu de droit d'entrée fixe, mais les frais engagés sont importants. Si vous le pouvez, pensez à laisser votre contribution dans la boîte prévue à cet effet !

Et n'oubliez pas la pétition pour une banque publique : <http://banque-publique.be/>

CONVERGENCES POUR UNE MEILLEURE RÉSISTANCE

Dans le fouillis des propositions de sortie de crise, tant mondiales qu'euro-péennes et nationales, les citoyens les moins avertis se noient, d'autres estiment que les coopérations et les dispositions sont lentes à l'accouchement, en déplorent l'avarice et le flou de leurs contours. Enfin, les victimes les plus nombreuses et les plus démunies, celles par lesquelles la part d'issue de crise la plus humaine et la plus collective trouverait sa voie, sont peu ou prou laissées aux oubliettes. Mais les temps ne sont plus à la résignation. Du Nord au Sud et d'Est en Ouest, le peuple gronde. Des émeutes ou manifestations à noyaux émeutiers éclatent. Face à l'échec du capitalisme financier, les consciences politiques se divisent, se durcissent, et la résistance s'organise.

Le mouvement social belge, lui aussi, rassemble les revendications portées de longue date par ses diverses composantes et travaille à en fondre les convergences, en vue de faire front lors de prochaines interpellations de nos représentants politiques.

Le travail du réseau pour une justice fiscale

« R.J.F. »

Ainsi, ce samedi 14 février, au cours d'une journée intitulée « *Convergences pour une sortie de crise* », le Réseau pour la Justice Fiscale réunissait ses partenaires. Deux grands thèmes à l'ordre du jour, ponctués chacun par trois interventions : « *Réguler ? Oui, mais, comment ?* » et « *En finir avec un modèle de développement inégalitaire et destructeur* ». Autour de cette grande table, de nombreux participants dont Thierry Bodson pour la FGTB, Arnaud Zacharie pour le CNCND-11.11.11., François Gobbe pour Kairos et Tax Justice Network qui lancent le premier train du débat ; dans le second, Felipe Van Keirsbilck pour la CNE, Thierry Jacques pour le MOC, Anne De Vlamincq et Pauline de Wouters pour Inter-Environnement Wallonie. En guise de conclusions, Vicky Goossens, d'ATTAC Liège, tente une synthèse spontanée de ce qui

ressort de la rencontre et Gaspard Denis, du CNCND-11.11.11., dresse le tableau des convergences qui apparaissent entre d'une part, les propositions des partis CDH, PS, Ecolo, et d'autre part, celles de la FGTB, la CSC, le MOC, ATTAC et le CNCND, en matière de régulation financière. Pas de mauvaise pensée ! Si nous sommes privés des considérations du MR dans cette analyse, ce n'est pas dû à un préjugé sur quelque incapacité de convergence avec nos idéaux, c'est simplement dû à une absence de sources ou de déclarations officielles de ce parti, sur le sujet !

Un diagnostic partagé

L'ensemble des participants définit la crise actuelle comme planétaire, globale et inédite. Planétaire parce qu'elle frappe tant les États-Unis, l'Europe, le Japon, que les pays émergents et les pays pauvres. Globale et systémique parce qu'elle porte sur les structures financières, économiques, sociales, environnementales, immobilières, alimentaires, énergétiques, ... Inédite parce qu'elle est mondiale, augure d'incidences géopolitiques et de « *rapports de puissance multipolaires plutôt que bipolaires* ».

La crise sociale a en fait précédé la crise financière. La crise financière révèle une crise de la dette ; elle renforce et précipite la crise économique et sociale. Sortir de la crise suppose donc « *des réponses sur l'ensemble des systèmes* ».

Thierry B., Arnaud et Thierry J. soulignent qu'un consensus semble se dégager sur la nécessité d'un état régulateur mais à l'avantage des banques et des entreprises « *sur le refinancement mais sans intervenir sur la logique* », genre 'c'est reparti pour un tour'. Bref, il s'agit « *d'une relance de type keynésien, à la sauce libérale, sans plan politique intégré par derrière* ».

La question sociale

C'est la question sociale qui est prioritairement débattue par tous les intervenants ; elle atteste des plus vives convergences. **L'urgence sociale et la réduction des inégali-**

tés semblent perçues comme les premières conditions de sortie de crise.

L'explication : la crise du surendettement atteste des politiques de croissance fondées sur la consommation à crédit. Cette dernière résulte d'une diminution de la part des salaires dans le PIB, orchestrée par le tout à la finance (compétitivité, flexibilité, rendement à deux chiffres, etc.) et favorisée par les politiques libérales de ces 30 dernières années. L'accroissement des inégalités ressort non seulement de la dégradation du rapport capital/salaire, mais aussi d'une mauvaise répartition des salaires entre les différentes catégories de travailleurs. Ces constats s'inscrivent dans la campagne FGTBiste sous le slogan « *Le capitalisme nuit gravement à la santé* ».

Les moyens envisagés visent « *plus de justice sociale et de solidarité tant intergénérationnelle qu'intragénérationnelle* » (MOC) fondée sur la redistribution et le partage. La régulation à elle seule ne modifie rien. Selon Felipe (CNE), « *la redistribution fondée sur la fiscalité et la sécurité sociale soustrait des masses importantes au capital [...] elle provient des richesses produites [...] le travail est le seul fondement démocratique d'accès aux ressources [...] la sécurité sociale est émancipatrice parce qu'elle garantit un revenu socialisé et non une redistribution ponctuelle* ». « *Mais qui décide de qui perçoit ? Personne, seulement le rapport de force, le conflit syndical* ».

Emploi et revenus

La FGTB Wal. et le MOC soulignent la nécessité du partage du travail par la réduction du temps de travail ;

Arnaud rapporte une proposition de la CNUCED : adaptation des salaires à l'accroissement des taux de productivité ; parallèlement, les marges bénéficiaires devraient être réduites à moins de 5 % ;

la FGTB Wal. en réfère à la concertation transnationale et à des conseils d'entreprises européens.

Sécurité sociale

Les représentants du MOC et de la

CNE défendent un élargissement des missions de la sécu et la définition d'autres dépenses utiles, d'intérêt commun ;

le retrait du privé vers le public étouffe le système bancaire, ainsi par exemple convient-il de défendre les retraites par répartition et d'abandonner les 2^e et 3^e piliers ; (FGTB, ATTAC)

le renforcement du financement de la sécu ne suffit pas, il faut aussi revoir son système de liaison au bien-être et ses principes, ainsi, par exemple celui de l'individualisation aujourd'hui galvaudé par l'appréciation de la situation de ménage (MOC).

la FGTB Wal. prône la cotisation sociale généralisée et un accord interprofessionnel sur le financement de la sécurité sociale.

Fiscalité

En cette matière, les propositions émises renvoient au travail longuement mûri au sein du RJF et sur lesquelles un consensus semble acquis de longue date.

Une fiscalité progressive et équitable entre les revenus du capital et les revenus du travail en vue du financement des biens publics mondiaux ; 120 associations sont déjà signataires d'une pétition dans ce sens (appel lancé par Arnaud à la CSC et à la FGTB)

l'accroissement de la progressivité de l'impôt, les taux de 80 et 90 % des tranches marginales supérieures sont rappelés aux mémoires (MOC) ;

le renforcement des impôts immobiliers et mobiliers (FGTB Wal.) ;

la suppression du mécanisme de l'impôt notionnel (FGTB Wal.) ;

la suppression des paradis fiscaux ;

la levée du secret bancaire ;

l'établissement d'un cadastre des fortunes ;

l'harmonisation des normes sociales et fiscales (FGTB Wal.).

La question économique et environnementale

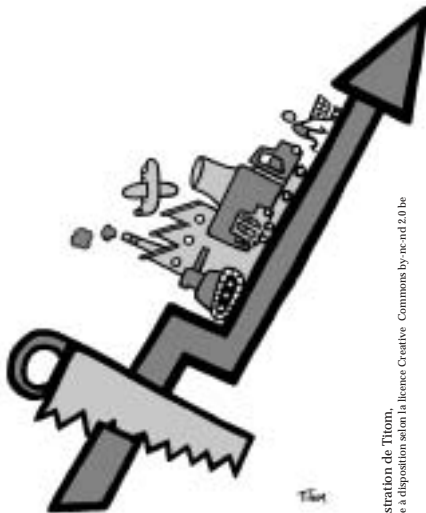


Illustration de Titom, mise à disposition selon la licence Creative Commons by-nc-nd/2.0/be

L'assemblée est totalement acquise au fait que **la croissance n'est pas la solution à la crise** : «le système de croissance traditionnel est dans le mur» (Arnaud) ; les instruments de mesure du bien-être fondés sur la croissance du PIB ne sont pas valides (Thierry B.) et l'indice de développement humain (IDH) n'intègre pas mieux l'empreinte écologique. «*La croissance ne crée plus le bien-être*», elle crée le besoin de l'inutile et produit du mal-être ; «*l'accumulation du capital ne crée pas le bien-être*» non plus ; le capitalisme fondé sur un système à haut rendement n'est pas viable (Felipe). «*Le capitalisme financier multiplie les risques*» (François). Inter-Environnement Wal. est alarmiste sur la question de l'énergie, de la bio-diversité, ... : «*l'homme ne domine pas la nature, il est dans la nature*». Cette association en appelle non pas à un nouveau système économique, mais à une «*nouvelle civilisation*».

Sur le plan des réponses à la crise environnementale deux approches sont envisagées. L'une, consiste à suivre fidèlement le «*cercle vertueux de la décroissance*» selon la théorie de Serge Latouche telle que perçue par Inter-Env.Wal.. L'autre, postule un «*projet collectif*» et «*démocratique*», éludant le «*fait du prince*» et visant à définir «*le contenu de la croissance et*

celui de la décroissance» en termes d'intérêt commun et de «*dépenses souhaitables*». «*L'activité humaine vendue chaque jour est incompatible avec les droits humains et les fondements démocratiques*» : ici intervient la question de la propriété de l'entreprise. (Felipe CNCD).

De manière plus pragmatique, certains revendiquent le renforcement des productions du non marchand, des services publics et, l'extension des activités du secteur de l'économie sociale et solidaire.

Thierry B. (FGTB wal.) souligne la nécessité de relancer l'investissement et défend les sociétés régionales d'investissement : «*elles ne demandent pas de return, pratiquent des taux d'intérêt peu élevés, ne sont pas cotées en bourse, ...*».

La question financière

Alors que chacun se prononce abondamment sur la crise sociale et celle du modèle économique, seuls les trois premiers intervenants s'y attachent, ainsi qu'il était convenu. François (Kairos) fustige l'«*économie casino*» et le «*shadow banking system*». Les propositions émises ne visent pas que des régulations mais envisagent aussi des changements profonds, à savoir :

- l'appel à un G.192 plutôt qu'un G.20 en vue de la construction d'un système financier mondial qui intègre tous les États-partenaires (CNCD) ;
- la constitution d'un système monétaire fondé sur des réserves «régionales» en vue de la stabilisation des taux de change (CNCD, proposition analogue de la CNUCED) ;
- un contrôle des mouvements de capitaux (CNCD) ;
- l'éradication de la spéculation sur les produits alimentaires et énergétiques (CNCD, proposition analogue de la CNUCED) ;
- la transparence sur les produits, les détenteurs, ... la traçabilité des opérations (par tous les trois) ;
- l'arrêt de la spéculation sur les produits dérivés (Kairos) ; ***
- l'interdiction de vente de gré à gré sur les produits dérivés

- (Kairos) ;
- l'instauration d'une «bad bank» qui purgerait les banques de leurs produits toxiques en attendant qu'à moyen terme, peut-être, leur valeur se revitalise (Kairos) ;
 - un contrôle public sur les institutions financières (CNCD) ;
 - un contrôle public sur les agences de notation (Kairos) ; ***
 - une taxe Tobin ou une mesure comparable en vue de limiter la spéculation sur le marché des changes (FGTB Wal.) ; ***
 - le renforcement des règles prudentielles (FGTB) ; ***
 - l'existence de pôles bancaires d'intérêt public ou la création d'une banque publique qui refuse l'emprise de la finance et soutient l'économie réelle (2x) ;
 - le retour des banques à leur rôle : dépôts et crédits aux ménages et entreprises ; ***
 - l'annulation de la dette du Tiers-Monde (2x) ;
 - la suppression des paradis fiscaux (3x) ; ***
 - la suppression des espaces offshore (Kairos) ;
 - l'établissement d'un cadastre des fortunes (2x) ;
 - le renforcement de la lutte contre la fraude fiscale (Kairos) ;
 - la levée du secret bancaire, par ailleurs obtenue de la Suisse par les États-Unis, pour 19.000 de ses ressortissants (Kairos) ; ***
 - l'arrêt des bonus accordés aux traders (Kairos) ; ***
 - la suppression des investissements à effet de levier et un contrôle syndical sur la gouvernance des fonds (Kairos) ;
 - la disparition des *hedge funds* (Kairos) ;
- L'assemblée avalise mais des membres d'ATTAC, un représentant des équipes populaires et une personnalité politique PS prolongent la discussion sur quelques points sensibles. Une clarification est demandée quant à la position des orateurs sur la **nécessité d'une banque publique**. Un membre insiste sur le **contrôle des fonds de pensions dans les entreprises belges**. Le

mandataire PS souligne le travail parlementaire sur la régulation du «**crédit facile**» et l'**investissement responsable**.

Enfin, l'absence de toute considération sur l'**autonomie des banques centrales** suscite deux questions qui resteront sans réponse. La volonté d'intervention de l'État, d'extension de production d'utilité collective, de renforcement des services publics et de contrôle public tant défendue ce jour, semble incompatible avec la situation d'indépendance d'une banque centrale qui gère seule la politique monétaire, détient le portefeuille, et poursuit comme principal objectif la maîtrise de l'inflation, ce qui implique, notamment, la modération salariale !

Les travaux se clôturent sur l'exposé de Denis Gaspard (CNCD) quant aux convergences identifiées avec les partis. Celles-ci sont notées par *** dans les propositions qui précèdent. La note positive réside dans le constat selon lequel **les partis visés rejoignent certaines de nos préoccupations**. Toutefois, leurs vœux ne sont pas exprimés avec la même intensité. En effet, quand par exemple nous exigeons la suppression des paradis fiscaux, les partis réclament la lutte contre... ; quand nous demandons la suppression des *hedge funds*, ils demandent un renforcement de réglementation.

Cependant, quand nous semblons indifférents au fonctionnement de la BCE et de tout l'eurosystème, eux, ils s'en tracassent. Mais lorsqu'ils demandent la réforme des normes comptables, ils ne semblent pas savoir que l'UE et les E-U ont déjà légiféré sur ce point, y compris la Belgique, en bon élève.

Comme il apparaît dans ce qui précède, Denis relève des points de rupture autour de ces propositions : **«le degré de radicalité varie selon les acteurs concernés»**. En effet ! D'autres points de rupture concernent **la rémunération du capital** : **«les trois partis politiques étudiés ne traitent pas en profondeur de cette problématique»**, par contre, **«les acteurs du mouvement social belge établissent clairement un lien entre la création de bulles financières et la réparti-**

tion inégale des richesses». Voilà qui confirme les sensibilités énoncées plus haut. Puis il identifie un troisième point de rupture, **«probablement le plus sensible, (il) concerne l'idée de la création d'un secteur bancaire public. Cette proposition n'est reprise par aucun des trois partis politiques étudiés»**. Le titillement apparu sur cette question au cours de notre propre débat fut-il illusoire ?

En conclusion, outre les risques de protectionnisme nationaliste évoqués par Arnaud (CNCD), celui du **«retour ou du maintien du libéralisme»** est bien réel. Strauss-Kahn n'insiste-t-il pas sur la nécessité pour les États de recapitaliser leurs banques, pour les rendre ensuite au privé ? Quaden n'insiste-t-il pas sur la nécessité ponctuelle d'enfreindre la ligne politique de l'Union sur l'austérité budgétaire pour lui revenir après la tempête. Vingt milliards de deniers belges pour la dette de société des banquiers enrichis (6% du PIB!), et même pas trois milliards pour une relance 2009, à partager entre les entreprises et les citoyens-payeurs endettés dont le passif n'intéresse que les huissiers... S'agit-il vraiment là de mesures keynésiennes ou social démocrates lorsque le 1% du PIB reste introuvable pour les pensions ?

Seul un mouvement social, large et coordonné peut désarmer l'arrogance des monétaristes thatchériens et conservateurs déguisés de la «troisième voie», blairistes et consorts. Des mobilisations sont attendues dès le 29 mars, à l'occasion du prochain G20.

Avons-nous donc peur d'avoir raison ?

Toutes nos analyses non seulement se confirment mais sont en partie reprises par des économistes officiels, quand ce n'est pas par des gouvernants de droite (par exemple un ministre MR nationalise une banque, mais pas pour longtemps, rassurez-vous, n'allez quand même pas croire que le contrôle de l'argent, cela fasse partie de la mission d'un gouvernement). Ainsi on peut lire sous la plume de Ramkishen Rajan et de Kenneth A. Reinert, professeurs de macroéconomie et de politique publique aux États-Unis : « *il nous faut reconsidérer l'équilibre entre réglementation et libéralisation financières, et réduire les incitations à courir des risques indus. (Privatiser les bénéfiques et socialiser les risques n'est absolument pas acceptable !)*... *Il nous faut au minimum des chambres de compensation transparentes pour les titres et produits dérivés quelque peu exotiques...* *Il sera nécessaire de protéger les plus pauvres...* *Le Consensus de Washington contenait la promesse que les pauvres finiraient pas bénéficier des processus de mondialisation, une promesse qui sonne aujourd'hui bien creux.* » Chacun, aujourd'hui, recommande l'intervention des pouvoirs publics, réclame davantage de réglementation, va même parfois jusqu'à parler de biens fondamentaux et de services publics.

Renover ou reconstruire ?

Bref, on pourrait croire qu'ATTAC n'a plus qu'à fermer boutique : son programme serait sur le point d'être réalisé par en haut. En fait, ne nous y trompons pas, les mesures proposées, quand elles vont au-delà de la rhétorique et de l'incantation, ne peuvent être que transitoires : il s'agit de sortir de la crise, de permettre au capitalisme de repartir sur des bases assainies, comme il l'a fait depuis deux ou trois siècles (selon les pays), de retrouver un fonctionnement *normal*, c'est-à-dire basé sur l'accumulation du Capital par l'exploitation du Travail, dans l'une ou l'autre de ses 1001 variantes, donc sur la misère et/ou l'exclusion. Et

cela, non, ce n'est pas le programme d'ATTAC, pas plus que d'aucune force *de gauche*.

Il nous faut donc mobiliser pour que changent les références, que les réglementations et l'intervention des pouvoirs publics aient comme corollaire l'organisation d'une société équitable, où travail et revenus sont accessibles à tous, où les ressources de la planète sont préservées. Fermetures d'usines et autres dégraissages devraient nous rendre d'autant plus réceptifs à cette nécessaire réorganisation. Les syndicats tiennent enfin un discours ouvertement anti-capitaliste. Mais sommes-nous prêts ? Ou pourquoi sommes-nous si peu prêts ?

Peut-être la relecture de Marx en dehors de toute idéologie marxiste s'impose-t-elle plus que jamais. Un cours proposé par Jean-Renaud Seba nous y invite tous les vendredis matin, avec en prime une conférence le 5 mars, à l'invitation des Amis du Monde diplomatique.

Les luttes se rejoignent

Le mot « convergences », de préférence au pluriel, est plus à la mode que jamais. Les analyses de convergences s'accroissent d'ailleurs parfois de regrettables convergences de dates – ainsi le samedi 14 février, il y avait simultanément, organisé par le Réseau pour une Justice Fiscale, les « *convergences pour une sortie de crise* » dont il est question dans l'article précédent, organisé par le collectif Climat et Justice sociale, un débat de préparation à un contre-sommet sur le climat à Copenhague les 11 et 12 décembre prochain, et une conférence au Progrès de Herstal (cela uniquement parmi les activités dont j'ai eu connaissance et qui nous intéressent directement).

Que notre impact sur l'environnement soit intimement lié à notre mode de production et de consommation, et à l'impératif de profit qui pousse à externaliser les coûts environnementaux, il n'est pas nécessaire d'avoir lu Jean-Marc Jankovici et Alain Grandjean pour en être persuadés, mais ça aide. Qu'il nous

faille consommer autrement est devenu une évidence, mais il ne s'agit pas nécessairement de restriction, moins encore de sacrifice. Ainsi le retour aux produits locaux, le contact avec les producteurs, comme du temps où le laitier passait vendre son lait, c'est renouer des liens sociaux en même temps que veiller à sa santé.

Autre convergence, celle avec la lutte contre la clandestinité et le soutien à la régularisation des sans-papiers, deux fois victimes du système qui les exclut. S'ils sont ici en tant que réfugiés économiques, c'est que la survie de leur famille était au prix de leur exil, et ces désastres sociaux dans les pays du Sud sont presque toujours liés à l'exploitation néocoloniale. Notons au passage qu'il s'agit bien d'exil, de quitter les siens et son coin de terre, et que stigmatiser les réfugiés économiques est relativement récent. Les Irlandais et les Ecossais qui sont partis vers d'autres cieux n'en étaient-ils pas ? Eux aussi d'ailleurs victimes de l'exploitation capitaliste... Ensuite, quand ces réfugiés n'obtiennent pas la régularisation espérée, ils deviennent clandestins, belle armée de travailleurs sans droit, corvéables à merci. Signons, si ce n'est encore fait, la pétition pour que le gouvernement honore ses promesses d'il y a presque un an et régularise sur base de critères clairs. Achetons les badges 'Je soutiens les sans-papiers et je le montre !' <http://www.sans-papiers.be/>

Convergences avec la lutte pour nos droits de citoyens, avec la résistance aux mesures de criminalisation de mouvements contestant l'ordre établi sous couvert de lutte anti-terroriste, car c'est nous tous qui sommes visés (pensons au poème de Niemöller parfois attribué à Brecht, « *Quand ils sont venus chercher les communistes* »...). Si vous souhaitez consulter le texte de la loi anti-terroriste de décembre 2003, le texte intégral est accessible à l'adresse http://www.juridat.be/cgi_loi/loi_F.pl?cn=2003121934

Convergences encore avec tous ceux qui se retrouvent sans rien, mains

nues devant des chars ou des obus, devant des machettes ou des fusils, parce qu'ils sont l'exemple extrême de la négation du droit de tous à une vie décente.

De même nous pouvons chaque jour constater la panique qui s'est emparée des sphères financières, et ses effets sur l'économie, qui devraient servir de tremplin à ces changements en profondeur dont nous avons maintenant un inventaire lucide.

Préfigurations

Il est d'autant plus désolant de constater que la «gauche de gauche» n'a pas pu présenter une liste commune pour les élections de juin, avec comme résultat que beaucoup d'entre nous, si la situation n'évolue pas, risquent à nouveau de se trouver devant le choix entre un parti socialiste qui n'arrive pas à assumer son nom et un éparpillement de listes anti-capitalistes dont les programmes sont presque similaires. Une des raisons d'une certaine inca-

pacité à relever les défis les plus immédiats, à voir la nudité du roi, résiderait-elle dans l'habileté avec laquelle les mots sont travestis, détournés, emberlificotés et emberlificotants. Lors de l'assemblée générale électorale d'avril, Julien Dohet viendra nous parler de manipulation. Une autre (ou est-ce la même ?) serait une forme de passivité consumériste : l'habitude d'une vie prémâchée, de l'auto qui vous emmène porte à porte à la barquette de cabillaud-purée qu'il suffit de passer au micro-ondes, de l'écran d'ordinateur à l'écran de télévision. Un autre monde ? Pas fou, non ?

Que faire ? demandait l'autre il y a plus d'un siècle. Telle sera la question au centre de notre Université pour tous les 19 et 20 septembre prochain au Centre culturel de Seraing. Il faut, c'est évident, déployer le programme de redistribution équitable basé sur la fiscalité et accompagné de contrôle drastique des flux de capitaux et des investissements à risque dont il est question ailleurs.

Mais cela ne suffit pas. Ailleurs dans le monde des peuples se mobilisent et redéfinissent les liens sociaux. Je vais d'ailleurs terminer ce billet un rien morose par deux longues citations porteuses d'espoir : l'appel soumis à la signature des associations, syndicats et mouvements sociaux, Belém, 1^{er} février 2009 et des extraits du Manifeste pour les « produits » de haute nécessité, un texte splendide, cosignés par huit personnalités d'Antilles-Guyane, où gronde la révolte, un manifeste qu'il faut lire intégralement. Mais restons ici encore un moment. Dans la trame même du quotidien, des habitudes se transforment ; des îlots se forment où la consommation prêt-à-porter se porte mal – ici un atelier de réparation de vélo, là un groupe d'achat en commun ; ici une installation de logiciel libre, là des vêtements qui retrouvent (et rendent) la vie. Rien de spectaculaire. Mais c'est ainsi aussi que se préparent les renversements.

Appel des mouvements sociaux à la fin du Forum social mondial à Belém (2009)

Les moyens utilisés pour sortir de la crise se limitent à socialiser les pertes en vue de sauver, sans réelle contrepartie, le système financier à l'origine du cataclysme actuel. Où sont les moyens pour les populations qui sont victimes de la crise ? Le monde n'a pas seulement besoin de régulations, mais d'un nouveau paradigme qui ramène la sphère financière au service d'un nouveau système démocratique fondé sur la satisfaction de tous les droits humains, le travail décent, la souveraineté alimentaire, le respect de l'environnement, la diversité culturelle, l'économie sociale et solidaire et une nouvelle conception de la richesse. C'est pourquoi nous demandons de :

- Mettre les Nations unies, réformées et démocratisées, au cœur de la réforme du système financier, car le G20 n'est pas un forum légitime pour apporter les réponses adéquates à cette crise systémique.
- Etablir des mécanismes internationaux, permanents et contraignants, de contrôle des mouvements de capitaux.
- Mettre en œuvre un système monétaire international fondé sur un nouveau système de réserve et incluant la création de monnaies de réserve régionales, afin d'en finir avec la suprématie du dollar et d'assurer la stabilité financière internationale.
- Mettre en œuvre un mécanisme global de contrôle public et citoyen des banques et des institutions financières. L'intermédiation financière doit être reconnue comme un service public garanti à tous les citoyens du monde et doit être sortie des accords commerciaux de libre échange.
- Interdire les fonds spéculatifs et les marchés de gré à gré, sur lesquels sont échangés les produits dérivés et autres produits toxiques hors de tout contrôle public.
- Eradiquer la spéculation sur les matières premières, à commencer par les produits alimentaires et énergétiques, par la mise en œuvre de mécanismes publics de stabilisation des prix.
- Démanteler les paradis fiscaux, sanctionner leurs utilisateurs (individus, compagnies, banques et intermédiaires financiers) et créer une organisation fiscale internationale chargée d'enrayer la concurrence et l'évasion fiscales.
- Annuler la dette insoutenable et illégitime des pays appauvris et établir un système responsable, démocratique et juste de financement souverain au service du développement durable et équitable.
- Etablir un nouveau système international de répartition des richesses par la mise en œuvre d'une fiscalité plus progressive au niveau national et par la création de taxes globales (sur les transactions financières, sur les activités polluantes et sur les grosses fortunes) pour financer les biens publics mondiaux.

CONVERGENCES ?

Nous appelons les associations, les syndicats et les mouvements sociaux à converger pour créer un rapport de force citoyen en faveur de ce nouveau modèle. Nous les appelons à multiplier les mobilisations partout dans le monde, notamment face au G20, dès le 28 mars 2009.

<http://www.cadtm.org/spip.php?article4121>

Extraits du Manifeste antillais

La « hausse des prix » ou « la vie chère » ne sont pas de petits diables-ziguidi qui surgissent devant nous en cruauté spontanée, ou de la seule cuisse de quelques purs békés. Ce sont les résultantes d'une dentition de système où règne le dogme du libéralisme économique. Ce dernier s'est emparé de la planète, il pèse sur la totalité des peuples, et il préside dans tous les imaginaires - non à une épuration ethnique, mais bien à une sorte « d'épuration éthique » (entendre : *désenchantement, désacralisation, désymbolisation, déconstruction même*) de tout le fait humain. Ce système a confiné nos existences dans des individuations égoïstes qui vous suppriment tout horizon et vous condamnent à deux misères profondes : être « consommateur » ou bien être « producteur ». Le consommateur ne travaillant que pour consommer ce que produit sa force de travail devenue marchandise ; et le producteur réduisant sa production à l'unique perspective de profits sans limites pour des consommations fantasmées sans limites. L'ensemble ouvre à cette *socialisation anti-sociale*, dont parlait André Gorz, et où l'économique devient ainsi sa propre finalité et déserte tout le reste.

...

Ce mouvement se doit donc de fleurir en vision politique, laquelle devrait ouvrir à une force politique de renouvellement et de projection apte à nous faire accéder à la responsabilité de nous-mêmes par nous-mêmes et au pouvoir de nous-mêmes sur nous-mêmes.

Et même si un tel pouvoir ne résoudrait vraiment aucun de ces problèmes, il nous permettrait à tout le moins de les aborder désormais en saine responsabilité, et donc de les traiter enfin plutôt que d'acquiescer aux sous-traitances. La question békée et des ghettos qui germent ici où là, est une petite question qu'une responsabilité politique endogène peut régler. Celle de la répartition et de la protection de nos terres à tous points de vue aussi. Celle de l'accueil préférentiel de nos jeunes tout autant. Celle d'une autre Justice ou de la lutte contre les fléaux de la drogue en relève largement... Le déficit en responsabilité crée amertume, xénophobie, crainte de l'autre, confiance réduite en soi... La question de la responsabilité est donc de haute nécessité.

C'est dans l'irresponsabilité collective que se nichent les blocages persistants dans les négociations actuelles. Et c'est dans la responsabilité que se trouve l'invention, la souplesse, la créativité, la nécessité de trouver des solutions endogènes praticables. C'est dans la responsabilité que l'échec ou l'impuissance devient un lieu d'expérience véritable et de maturation. C'est en responsabilité que l'on tend plus rapidement et plus positivement vers ce qui relève de l'essentiel, tant dans les luttes que dans les aspirations ou dans les analyses.

Si le capitalisme (dans son principe très pur qui est la forme contemporaine) a créé ce Frankenstein consommateur qui se réduit à son panier de nécessités, il engendre aussi de bien lamentables « producteurs » - chefs d'entreprises, entrepreneurs, et autres socioprofessionnels ineptes - incapables de tressaillements en face d'un sursaut de souffrance et de l'impérieuse nécessité d'un autre imaginaire politique, économique, social et culturel. Et là, il n'existe pas de camps différents. Nous sommes tous victimes d'un système flou, globalisé, qu'il nous faut affronter ensemble. Ouvriers et petits patrons, consommateurs et producteurs, portent quelque part en eux, silencieuse mais bien irréductible, cette haute nécessité qu'il nous faut réveiller, à savoir : vivre la vie, et sa propre vie, dans l'élévation constante vers le plus noble et le plus exigeant, et donc vers le plus épanouissant. Ce qui revient à vivre sa vie, et la vie, dans toute l'ampleur du poétique.

...

Ainsi, chers compatriotes, en nous débarrassant des archaïsmes coloniaux, de la dépendance et de l'assistanat, en nous inscrivant résolument dans l'épanouissement écologique de nos pays et du monde à venir, en contestant la violence économique et le système marchand, nous naîtrons au monde avec une visibilité levée du post-capitalisme et d'un rapport écologique global aux équilibres de la planète...

Ernest Breleur, artiste plasticien, Patrick Chamoiseau, écrivain, Serge Domi, sociologue, Gérard Delver, écrivain, Édouard Glissant, écrivain, Guillaume Pigeard de Gurbert, professeur de philosophie, Olivier Portecop, directeur du centre de ressources informatiques (université Antilles-Guyane), Olivier Pulvar, maître de conférence à l'université Antilles Guyane, Jean-Claude William, professeur de science politiques à la faculté de droit de Martinique.

<http://www.caribcreole1.com/ressources/manifeste.pdf>

NOUS NE VOULONS PAS D'UN « MARCHÉ DE LA CONNAISSANCE » !

Appel à une mobilisation européenne contre la stratégie de Lisbonne en matière d'enseignement supérieur et de recherche

Le prochain sommet de printemps des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne se tiendra les 19 et 20 mars 2009. À l'ordre du jour de ce Conseil européen figurent comme points prioritaires l'évaluation et la poursuite de la stratégie de Lisbonne amorcée en 2000 qui, entre autres, encadre les politiques engagées actuellement dans tous les pays membres pour « moderniser » les systèmes nationaux de recherche et d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur, « formation tout au long de la vie »).

L'ambition affichée d'une « société de la connaissance » ne peut être qu'encouragée lorsqu'elle est un pari sur l'éducation et la recherche comme biens publics, qu'elle garantit la démocratisation de l'accès au savoir, qu'elle permet aux citoyens l'analyse critique raisonnée des choix scientifiques et techniques qui leur sont proposés. Mais l'orientation prise actuellement est tout autre : elle réduit ce projet à la construction d'un « marché commun de la connaissance » dont nous constatons partout les conséquences délétères en termes d'affaiblissement de l'indépendance scientifique, de déstructuration du système de recherche publique, de renforcement du pouvoir des entreprises, de précarisation massive des conditions de travail et d'étude, de creusement des inégalités face au savoir, d'éloignement des citoyens des choix scientifiques et techniques qui les concernent.

Depuis quelques années, avec une intensité croissante, des mobilisations de grande ampleur, portées par les lycéens, les étudiants, les personnels de l'éducation et de la recherche, et plus largement par le mouvement social, se sont multipliées en Europe. Elles expriment fortement l'exigence d'un secteur public de l'éducation et de la recherche qui ne soit pas construit sans débat démocratique et qui s'affranchisse de la soumission au marché concurrentiel.

C'est pourquoi nous appelons tous les citoyens européens à se mobiliser les 18, 19 ou 20 mars 2009, dans tous les pays membres et au-delà, au sein des universités, des laboratoires et dans la rue,

CONTRE la mise en marché des activités éducatives et scientifiques,
CONTRE la mise en compétition généralisée des populations et des territoires,
POUR un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, démocratique et émancipateur.

Premiers signataires :

Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens
Fondation Sciences Citoyennes
Sauvons la recherche – SLR
Sauvons l'Université – SLU
Syndicat National des Chercheurs Scientifiques – SNCS
Syndicat National de l'Enseignement Supérieur – SNESUP
Union des Familles Laïques – UFAL

Sans-papiers

Le 18 mars 2008, l'accord gouvernemental prévoyait des critères de régularisation des sans-papiers. La majorité des partis flamands refuse de mettre cet accord en œuvre. Les sans-papiers, qui sont parfois ici depuis plus de dix ans, survivant dans la clandestinité, sont à bout de patience. Beaucoup se retrouvent en attente d'expulsion derrière les barreaux des centres fermés.

Un soutien minime mais essentiel : signer la pétition qui rappelle le gouvernement à son devoir : <http://petitions.agora.eu.org/regularisation/index.html>

Marx aujourd'hui

Un cours tous les vendredis matin, de 9 à 11 au 3^e étage du bâtiment de la place du 20-Août, une conférence le jeudi 5 mars au Centre liégeois du Beau-Mur (à l'invitation des Amis du Monde diplomatique), deux façons de retrouver les textes de **Marx**, et peut-être de retrouver notre présent à la lumière d'une lecture dépouillée autant que faire se peut de grilles, d'écrans, de voiles idéologiques, c'est-à-dire au service d'intérêts autres que la quête de vérité et la passion de la justice. C'est ce que nous propose Jean-Renaud Seba, professeur de philosophie à l'Université de Liège, spécialiste s'il en est de la pensée marxienne.



APPEL AUX CANDIDATURES PARMI LES MEMBRES D'ATTAC LIÈGE

- Pour le groupe de coordination
- Pour représenter notre locale liégeoise à la coordination Attac Wallonie Bruxelles
- Pour faire partie de l'assemblée des membres effectifs
- Pour le conseil d'administration

Depuis sa naissance, Attac Liège renouvelle chaque année son groupe de coordination et son conseil d'administration. Au sein de ces deux groupes, les mandats et fonctions aux différents postes sont également modifiés ou reconduits chaque année.

Voici en rappel ou en information le mode de fonctionnement d'Attac Liège.

Lors de la création de l'ASBL, les membres fondateurs, lors d'une AG, ont opté pour deux types de membres : des membres adhérents et des membres effectifs. D'office toutes les personnes en accord avec la plateforme du mouvement international et en ordre de cotisation sont membres adhérents ; pour être membre effectif, il est nécessaire d'introduire une demande. Être membre effectif témoigne d'une volonté de participer, ne fût-ce qu'un peu, au travail militant d'Attac Liège.

Peuvent être membres : des personnes physiques et des personnes morales.

De ce choix, résulte l'organisation de deux types d'assemblées : les assemblées générales communes et les assemblées des membres effectifs.

Voici leurs pouvoirs respectifs :

L'assemblée générale commune

(membres adhérents et effectifs)

- définit les grandes orientations du mouvement dans le respect de la plateforme d'Attac et des orientations prioritaires déterminées collectivement lors des AG d'Attac Wallonie Bruxelles ;
- élit le groupe de coordination ;
- élit les représentants à la coordination Wallonie Bruxelles ;
- ratifie les candidatures de membres effectifs.

Assemblée des membres effectifs :

- élit les membres du conseil d'administration ;
- dispose du pouvoir d'organisation et de gestion que possèdent les ASBL ;
- examine les candidatures d'éventuels nouveaux membres effectifs et les propose à l'AG commune pour ratification.

Les membres qui souhaitent « être actifs » dans la locale, avec leurs disponibilités et ressources même limitées, peuvent se proposer pour devenir membres effectifs. Il leur est demandé de rentrer une candidature et éventuellement de l'accompagner d'une note précisant le type d'engagement qu'ils envisagent et quelles en sont les limites.

Les membres fondateurs ont également opté pour deux groupes de travail : parallèlement au CA, qui est obligatoire dans toute ASBL et qui est élu par les membres effectifs, un groupe de coordination est nommé par l'assemblée générale commune.

Le groupe de coordination d'Attac Liège a pour fonction d'établir des liens entre :

- les différents sous-groupes de travail ;
- la locale de Liège et les autres locales via la coordination de Wallonie Bruxelles ;
- nos actions et les actions des mouvements, associations et syndicats partenaires, tantôt à notre initiative, tantôt en réponse à l'une ou l'autre sollicitations ;
- les membres, via les assemblées et le périodique ;

Il est aussi garant que l'assemblée générale de tous les membres soit informée de manière à décider des orientations politiques du mouvement, et assure le suivi des décisions de cette même assemblée.

La coordination Wallonie Bruxelles

(pour laquelle l'AG commune désigne des représentants)

- coordonne les actions des différentes locales d'Attac ;
- propose de nouvelles campagnes ;
- renforce des partenariats avec syndicats, associations et mouvements sur des revendications présentes dans la plateforme d'Attac ;
- organise des assemblées générales pour tous les membres des locales et garantit la concertation et la participation aux orientations du mouvement au niveau Wallonie Bruxelles.

Pour terminer notons que c'est le CA qui, en son sein, doit désigner des membres aux postes de président(es), secrétaire(s), trésorier(e)... mais nous avons pris l'habitude d'en débattre et de décider avec les membres effectifs lors de l'assemblée statutaire qui, cette année, se tiendra le **6 mai**.

C'est également le CA qui recrute les travailleurs salariés et qui gère les questions liées à l'emploi.

Procédure et calendrier :

**Les candidatures pour les différents postes devront être ren-
trées au plus tard le 14 avril**

par courriel à info@liege.attac.be ou par courrier postal au secrétariat d'Attac Liège, 48, rue du Beau-Mur, 4030 Liège.

Pour toute candidature, il est nécessaire d'être en ordre de cotisation.

Le groupe de coordination sera renouvelé en assemblée générale de tous les membres (effectifs et adhérents) **le mercredi 29 avril à 19h30**.

C'est également à cette assemblée que seront confirmés ou modifiés les mandats de nos représentants à la coordination d'Attac Wallonie Bruxelles.

Comme prévu aux statuts de l'ASBL, les membres effectifs actuels se rencontreront pour examiner les nouvelles candidatures comme nouveaux membres effectifs **le mercredi 29 avril à 19h00**. La décision sera alors proposée à la ratification ce même jour à l'assemblée commune de 19h30.

Enfin, c'est **le 6 mai à 19h30** qu'anciens et nouveaux membres effectifs

renouveleront le conseil d'administration (parmi les membres effectifs), qui choisira en son sein des membres pour exercer les fonctions de : présidence, porte-parole, secrétariat et trésorerie. Ces différents mandats sont d'un an.

Cette procédure, qui peut paraître complexe pour de nouveaux membres, a permis depuis plus de 10 ans (oui, nous sommes nés en

1998) que le mouvement se développe de manière démocratique en donnant aux membres qui souhaitaient s'engager la possibilité de le faire sans tout porter, mais en s'inscrivant là où ils pensaient le mieux se situer en fonction de leurs souhaits, leurs compétences et leurs disponibilités.

CONFÉRENCE DE MICHEL HERMANS ET CLAUDE QUÉMAR

HEC - 19 février 2009

Au-delà d'un état des lieux contrasté dressé par chacun des deux intervenants, retenons non pas la conclusion pseudo-churchillienne de Michel Hermans (« le libéralisme économique, comme la démocratie, est le pire des systèmes à l'exception de tous les autres »¹) mais les perspectives tracées par Claude Quémar. Au lieu de reposer sur la recherche du profit (moteur de l'économie capitaliste), l'économie (la gestion des ressources) doit repartir de la satisfaction des besoins des 6 ou 7 milliards d'humains sur terre, en veillant sur le long terme. Des mots ? Non pas. Pensons à ce qui se fait, ce qui pourrait se faire dans certains pays d'Amérique latine

1. Un nouveau membre d'ATTAC-Liège, M^r André Doyen, pointe à juste titre la responsabilité du néolibéralisme dans de véritables crimes contre l'humanité que sont tout aussi bien les famines d'une part, les conditions d'exploitation dégradantes de l'autre, sans parler des guerres que le système fomenté.

Ci-dessous la réaction de Claude Jeusette aux annonces (convergentes) que non, les cultures de maïs génétiquement modifié Monsanto 810 ne **présentent pas** de risque pour la santé humaine. Il nous invite à protester lors des conseils des ministres de l'environnement les 16 février et 2 mars, où interviendra le ministre français de l'environnement Jean-Louis Borloo.

ils vont le faire

*ils vont faire passer en force les ogm de **monsatan***

brlot vient dans quelques jours à bruxelles courber l'échine devant les nouveaux maîtres du monde

la france ne pourra plus s'opposer à l'invasion du nouvel ordre génétiquement mortifère

les experts en mensonge patentés ont parlé :

il n'y a pas de danger

dormez les citoyens

l'europe nous protège

les experts nous protègent

nos élus nous protègent

regardez la télé

regardez le monde évoluer

regardez les pires des rêves se réaliser

sous nos yeux

sans qu'on bronche

continuons à les laisser faire

puisque nous on ne peut rien faire

on ne peut rien faire

on peut rien faire ?

vraiment rien ?

trop tard ?

vraiment ?

on les croit ?

ou alors on y croit ?

à notre bon sens

à ce que nous sentons tous

que c'est maintenant ou jamais qu'il faut les arrêter

après il sera trop tard

...

Voir <http://blog.greenpeace.fr/ogm>

<http://www.actualites-news-environnement.com/19070-conseil-ministres-environnement-climat-ogm-mercure.html>

L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

http://www.local.attac.org/liege/pages/agnd_F.html



Vendredi 27 mars, à 19h30

Dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale, conférence-débat sur le thème : « Remettre le capitalisme à sa place ». Voir annonce page 2

Exposé à quatre voix, par Vicky Goossens, Denis Horman, Eric Nemes, Daniel Puissant.

A la Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège

Lundi 30 mars, à 19h30*

Réunion du groupe de coordination d'ATTAC Liège

Mardi 31 mars, à 19h30*

Accueil pour nouveaux membres et sympathisants

Jeudi 23 avril, à 19h30

« Le citoyen et sa banque face à la crise », conférence de Jean Pierre Hupkens (ancien gérant de banque), Bernard Horenbeek (directeur du CREDAL, organisme de financement alternatif) et Olivier Marquet (directeur de la banque Triodos Belgique). Voir annonce page X

Participation aux frais libre.

A la Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège

Lundi 27 avril, à 19h30*

Soirée-débat « Le citoyen et sa banque face à la crise ».

Voir annonce page 2 Entrée libre

Samedi 25 avril

AG des locales d'ATTAC Wallonie-Bruxelles. A Bruxelles. Affaire à suivre

Mercredi 29 avril*

À 19h00, AG des membres effectifs d'ATTAC Liège : examen des candidatures de nouveaux membres.

À 19h30, AG statutaire et électorale d'ATTAC Liège : ratification de la liste des membres effectifs et élection des membres du Groupe de coordination + exposé de Julien Dohet : « Les mots du pouvoir, suite. Histoires équivoques ».

Lundi 4 mai, 19h30

Groupe de coordination

Mercredi 6 mai, à 19h30*

AG statutaire des membres effectifs d'ATTAC Liège : constitution du nouveau CA et de son bureau.

Jeudi 28 mai, à 20h.

cinéclub ATTAC, *Chomsky & C°*, un film d'Olivier Azam et Daniel Mermet, avec Noam Chomsky, Normand Baillargeon, Jean Bricmont, et aussi Jean Bricmont dans la salle comme intervenant
Cinéma Le Parc, rue Carpay, 4020 Liège

Lundi 1er juin, 19h30

Groupe de coordination

Vendredi 12 juin, à 19h*

AG festive pour célébrer les dix ans d'ATTAC Liège. Avec Sophie Heine : ATTAC hier et aujourd'hui. Bilan et perspectives. Et à manger, et à chanter, et à danser... Inscrivez-vous dès aujourd'hui !

Samedi 19 et dimanche 20 septembre

Université d'Attac sur le thème « L'état de notre monde. Au-delà des crises ? »

Au Centre culturel de Seraing, 44, rue Renaud Strivay à 4100 Seraing

* Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 LIÈGE

L'AUTRE AGENDA

Samedi 21 mars, de 10h00 à 16h00

« Comment le Nord a tiré profit de la crise de la dette jusqu'à aujourd'hui », une formation du CADTM

Infos et inscriptions : Virginie de Romanet, 0472 69 53 57 ou virginie@cadtm.org

Cour du Pot au Lait porte à gauche, 7a rue Soeurs de Hasque, Liège

Samedi 21 mars

NATO GAME OVER

Une journée d'action de désobéissance civile contre l'OTAN

<http://www.vredesactie.be/dossier.php?id=76>

Inscriptions au 04/221.95.86 ou par courriel alice.minette@fgtb.be

Week-end 20-22 mars

Opération Brésil

Conférences, rencontres, films, échanges

Chateau de Peralta, Angleur

Lundi 23 mars, à 20h00

Dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale, ciné-rencontre : Katanga

Business, de Thierry Michel. Soirée organisée en collaboration par les Grignoux et le CNC. Au cinéma Le Parc, 22, rue Paul-Joseph Carpay à 4020 Liège

Mardi 24 mars, à 19h00

Dans le cadre de la Semaine de la solidarité internationale, conférence « Décroissance économique soutenable et simplicité volontaire », par Dominique Masset. Soirée organisée par « Identité Amérique Indienne ».

Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée

Jeudi 26 mars, à 18h00 et 20h00

Commerce équitable et production locale : compatibilité ou conflits d'intérêts ?

Petite restauration dès 18h00. Rencontre à 20h00.

A la Casa Nica, 23 rue Pierreuse, 4000 Liège

Jeudi 2 avril, de 19h30 à 22h00

Conférence-débat « Russie-Ukraine-Géorgie, le retour des nationalismes », avec Jean-Marie Chauvier. A l'initiative des Amis du Monde diplomatique.

Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée

Samedi 18 avril, de 10h00 à 16h00

« Une annulation totale et inconditionnelle de la dette du Tiers Monde... est-ce possible ? », une formation du CADTM.

Infos et inscriptions : Virginie de Romanet, 0472 69 53 57 ou virginie@cadtm.org

Cour du Pot au Lait porte à gauche, 7a rue Soeurs de Hasque, Liège

Jeudi 7 mai, de 19h30 à 22h00

Conférence-débat « Le grand marché transatlantique », avec Jean-Claude Paye, sociologue. A l'initiative des Amis du Monde diplomatique.

Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 Grivegnée

Samedi 9 mai, de 10h00 à 16h00

« L'annulation totale et inconditionnelle de la dette du Tiers Monde... d'accord et après ? », une formation du CADTM. Dans le cadre du cycle « 60 Questions-60 Réponses sur la dette, le FMI et la Banque mondiale ».

Infos et inscriptions : Virginie de Romanet, 0472 69 53 57 ou virginie@cadtm.org

Local de la Formation Léon Lesoil, Cour du Pot-au-lait, 1re porte à gauche, 1^{er} étage, 7a, rue Soeurs de Hasque, à Liège

Jeudi 11 juin, de 19h30 à 22h00

Conférence-débat « L'Union européenne : les raisons du non », avec Sophie Heine, de l'ULB.

A l'initiative des Amis du Monde diplomatique.

Au Centre liégeois du Beau-Mur, 48-50, rue du Beau-Mur à 4030 LIÈGE

Mercredi 1^{er} juillet (Italie)

Contre-sommet au G8

Vendredi 3 au dimanche 5 juillet à Namur

Première université d'été du CADTM Europe

Jeudi 1^{er} octobre

Semaine d'Action Mondiale contre la Dette et les Institutions Financières Internationales (IFI). Des centaines de réseaux et organisations du monde entier se mobiliseront à l'occasion des rencontres annuelles d'automne du FMI et de la BM et organiseront diverses activités pendant la Semaine d'Action Mondiale contre la Dette et les Institutions Financières Internationales).